



Développement économique et qualité de vie

Douze mesures pour les entreprises et les travailleurs de Richelieu

Ce que le Parti Québécois s'engage à faire et ce que Jocelyn Desjardins, candidat dans Richelieu, portera à Québec

Septembre 2026

Un appui fort, rapide et concret aux entreprises d'ici

Depuis quelques années, les entreprises de la circonscription de Richelieu font face à des défis qui pèsent directement sur l'emploi, donc sur la qualité de vie des travailleurs et des familles de la région.

- Les tarifs américains de 50 % sur l'acier, en vigueur depuis plus d'un an, frappent les principaux employeurs. ArcelorMittal évalue à environ 600 millions de dollars américains par année leur coût pour ses activités canadiennes.
- À Contrecoeur, environ 300 travailleurs de l'usine ouest d'ArcelorMittal sont en grève depuis le 1er août, et l'usine est a connu des arrêts de production.
- À Sorel-Tracy, Rio Tinto Fer et Titane a fermé son Usine des poudres métalliques : 181 emplois perdus.
- À Saint-Joseph-de-Sorel, les Forges de Sorel n'ont toujours pas obtenu les mégawatts demandés à Québec pour remplacer le gaz naturel par l'électricité.

Comme le réclame la Chambre de commerce et d'industrie de Sorel-Tracy depuis le 24 août, le candidat du Parti Québécois s'engage à offrir aux entreprises d'ici un appui « fort, rapide et concret ».

Le présent document recense douze premières mesures. Certaines découlent des engagements du chef du Parti Québécois et de son projet national. Les autres sont les demandes que le député de Richelieu portera à Québec. Trois principes les traversent.

- Aux PME, de l'oxygène. Aux multinationales, des conditions.
- Du contenu d'ici dans tout projet financé par l'État.
- La reconnaissance de ce que Sorel-Tracy sait faire : construire et réparer des navires.

A) PME et multinationales

Le Parti Québécois veut soutenir la croissance des PME et imposer des conditions aux multinationales qui demandent l'aide de l'État. Plus de 4 600 personnes travaillent dans la métallurgie et le manufacturier de la MRC de Pierre-De Saurel, dans une centaine de sous-traitants et trois grands complexes appartenant à des groupes étrangers.

Mesure 1 — L'acier d'ici dans les projets financés par l'État

Le candidat dans Richelieu portera à Québec l'exigence que l'acier d'ici entre dans tout projet financé par l'État québécois. *« Avec trois aciéries, il est temps de faire reconnaître notre région comme pôle de la métallurgie et de défendre ce secteur au même titre que le Saguenay défend son aluminium »*, fait valoir Jocelyn Desjardins.

Mesure 2 — Baisse de l'impôt des sociétés

Le chef du Parti Québécois s'est engagé le 28 août à faire passer l'impôt des sociétés de 11,5 % à 9,5 % sur un mandat, une baisse financée par l'abolition du Fonds de développement économique.

Pour une usine ou une PME manufacturière de Sorel-Tracy, c'est de l'oxygène. C'est la différence entre embaucher et attendre.

Mesure 3 — Des conditions publiques au soutien des grandes entreprises

Le 28 août, le chef du Parti Québécois a annoncé l'abolition du Fonds de développement économique et la fin des chèques aux multinationales.

Le candidat dans Richelieu envisagera de conditionner l'aide de l'État aux grandes usines à des engagements sur les emplois et la transformation ici.

B) Construction navale

Le 24 août, Ottawa a accordé au chantier Davie de Lévis un contrat de 11,3 milliards de dollars pour la construction de six brise-glaces, qui s'ajoute aux 3,25 milliards du brise-glaces polaire. Selon la Chambre de commerce et d'industrie de Sorel-Tracy, environ 70 % de cette valeur pourrait aller à des fournisseurs externes.

Québec a rendu ces contrats possibles. En 2023, il a versé 519 millions de dollars pour moderniser le chantier de Lévis et 110 millions pour l'achat du chantier d'Helsinki. Le 24 août, le gouvernement du Québec a promis des retombées dans « plusieurs régions du Québec » et rappelé que Davie fait affaire avec un millier de fournisseurs québécois.

Au dernier décompte public, seulement deux entreprises de la région étaient inscrites dans la chaîne d'approvisionnement de Davie.

Mesure 4 — Un guichet pour qualifier et certifier les PME d'ici

Le 25 août, la Chambre de commerce et d'industrie de Sorel-Tracy (CCIST) a invité les entreprises de la région à se positionner auprès de Davie.

Le candidat dans Richelieu portera à Québec ce que la CCIST et Développement économique Pierre-De Saurel (DÉPS) ne peuvent obtenir seuls. Ainsi, il défendra la création d'un guichet régional pour qualifier et certifier les PME d'ici comme fournisseurs des chantiers navals, alors que Davie vient d'obtenir 11,3 milliards de dollars en contrats dont environ 70 % de la valeur ira à des fournisseurs.

Mesure 5 — Défense des programmes de relève navale

Le projet national du Parti Québécois garantit la présence des programmes de formation prioritaires dans les cégeps en région, malgré les variations démographiques.

Le candidat dans Richelieu défendra les programmes de relève navale du Cégep de Sorel-Tracy et du Centre de formation professionnelle.

Mesure 6 — Sorel-Tracy, pôle maritime de construction, d'entretien et de réparation navale

Sorel-Tracy dispose de ce qu'il faut :

- une rampe de halage de 5 000 tonnes
- des quais et un accès ferroviaire au Parc industriel Ludger-Simard
- une base de la Garde côtière canadienne déjà en activité
- trois entreprises maritimes installées depuis 2023

La demande est là. Davie construira sept brise-glaces et deux traversiers hybrides, et chacun de ces navires devra être entretenu pendant des décennies.

Le candidat dans Richelieu défendra la reconnaissance de Sorel-Tracy comme pôle maritime de construction, d'entretien et de réparation navale dans la Stratégie maritime du Québec.

C) Énergie

Les Forges de Sorel emploient 320 personnes à Saint-Joseph-de-Sorel et recyclent 100 % de leur ferraille. En 2024, l'entreprise a demandé à Québec de 16 à 20 mégawatts pour convertir ses fours au gaz à l'électricité. Elle a essuyé un refus.

Cette année-là, Québec avait reçu des demandes pour 23 000 mégawatts, contre environ 1 500 disponibles. Le projet Northvolt, aujourd'hui abandonné, en détenait 354. Le seul projet retenu en Montérégie a été celui d'une usine encore à construire.

En 2025, les Forges ont porté leur demande à 50 mégawatts pour se diversifier vers l'aérospatiale et le marché européen.

Mesure 7 — Priorité aux usines qui existent

Le projet national du Parti Québécois prévoit d'appuyer l'électrification stratégique de l'industrie et de réduire les combustibles fossiles dans les usines.

Le candidat dans Richelieu revendiquera une règle simple dans l'attribution des mégawatts : favoriser les usines qui existent, et qui emploient déjà nos gens, avant les usines à construire.

Mesure 8 — Un renforcement du réseau, avec une date

En décembre 2025, Hydro-Québec a publié pour la première fois les capacités de raccordement de treize zones industrielles du Québec. Deux d'entre elles sont dans Richelieu.

- Zone Sorel-Tracy : capacité résiduelle de moins de dix mégawatts, aucun potentiel supplémentaire inscrit, mention « analyse en cours ».
- Zone Contrecoeur : même chiffre, même mention.

Le candidat dans Richelieu demandera que le plan public de capacité électrique pour Saint-Joseph-de-Sorel, Sorel-Tracy et Contrecoeur soit terminé et rendu public, et qu'un renforcement du réseau y soit inscrit avec une date, avant la prochaine mise à jour de la carte.

D) Terminal de Contrecœur

L'agrandissement du Port de Montréal à Contrecœur est en chantier. Le projet est évalué à environ 2,3 milliards de dollars. Ottawa y a mis un prêt de 1,16 milliard et une contribution de 150 millions, Québec une contribution de 130 millions. La mise en service est prévue vers 2030.

Le Parti Québécois appuie le projet, qui apportera des emplois industriels à la région, mais conteste la façon dont il a été imposé. Le gouvernement fédéral a écarté les lois environnementales du Québec, et le gouvernement caquiste a versé 130 millions sans condition publique connue, ni auprès d'Ottawa, ni auprès du Port.

Mesure 9 — Du contenu québécois dans le projet

Le Parti Québécois rappelle qu'il revient à l'État du Québec seul de décider et d'autoriser les grands projets sur son territoire, et que ce projet aurait dû être soumis aux lois environnementales québécoises.

Son appui est conditionnel au respect intégral des conditions de la déclaration de décision fédérale du 1er mars 2021 et des décisions des tribunaux.

- Le candidat dans Richelieu exigera du contenu québécois, de l'acier à la main-d'œuvre, dans le projet de 2,3 milliards de dollars de l'Administration portuaire de Montréal.

Mesure 10 — Une compensation fédérale pour les infrastructures

Ce projet fédéral de plus de 2 milliards enverra à terme jusqu'à 1 200 camions par jour sur les routes de la région, selon l'évaluation environnementale.

Le candidat dans Richelieu réclamera qu'Ottawa transfère au Québec les sommes nécessaires pour compenser les impacts du projet sur les infrastructures adjacentes, à commencer par les routes et l'avenir de l'autoroute 30, et que l'Administration portuaire verse aux municipalités touchées des paiements en remplacement d'impôts justes, comme la Cour suprême l'a exigé en 2010 dans *Montréal (Ville) c. Administration portuaire de Montréal*.

E) Routes

Le pont Turcotte, sur la rivière Richelieu, est en réparation jusqu'à la fin de 2026 après quatre ans de restrictions. Pendant ses fermetures complètes, tout le trafic passe par le pont Maurice-Martel, dans l'axe de l'autoroute 30, qui a lui-même reçu des réparations de chaussée en 2024 et des travaux d'entretien en juin 2026.

L'autoroute 30, réparée par tronçons depuis 2023, recevra vers 2030 le camionnage du terminal de Contrecoeur. Le ministère des Transports publie tous les deux ans la programmation des travaux routiers de la Montérégie. Celle de 2023-2025, de 995 millions de dollars, a été annoncée à Sorel-Tracy.

Mesure 11 — Une évaluation publique de l'autoroute 30 dans la programmation routière

Le candidat dans Richelieu militera pour que la prochaine programmation routière de la Montérégie comprenne une évaluation publique, faite par le ministère et non par le promoteur, de la capacité de l'autoroute 30 entre Contrecoeur et Sorel-Tracy à absorber le camionnage du Terminal de Contrecoeur, et que les travaux qui en découlent y soient inscrits avec un calendrier.

F) Transfert d'entreprise

Au Québec, 38 000 entreprises devront trouver une relève d'ici la fin de 2028, et six propriétaires sur dix n'ont pas de plan. Le transfert d'une entreprise familiale à la relève est complexe. En agriculture, la taille de la ferme, son endettement, la capacité financière du cédant et de la relève et la valeur des terres, qui dépasse 40 000 \$ l'hectare en Montérégie-Est, compliquent encore le passage.

Mesure 12 — Lever les barrières au transfert d'entreprise

Le Projet national du Parti Québécois prévoit de lever les barrières fiscales au transfert d'une entreprise à un membre de la famille et d'offrir des mesures incitatives fiscales aux parents qui vendent leur ferme à la relève.

Le candidat dans Richelieu défendra ces mesures.